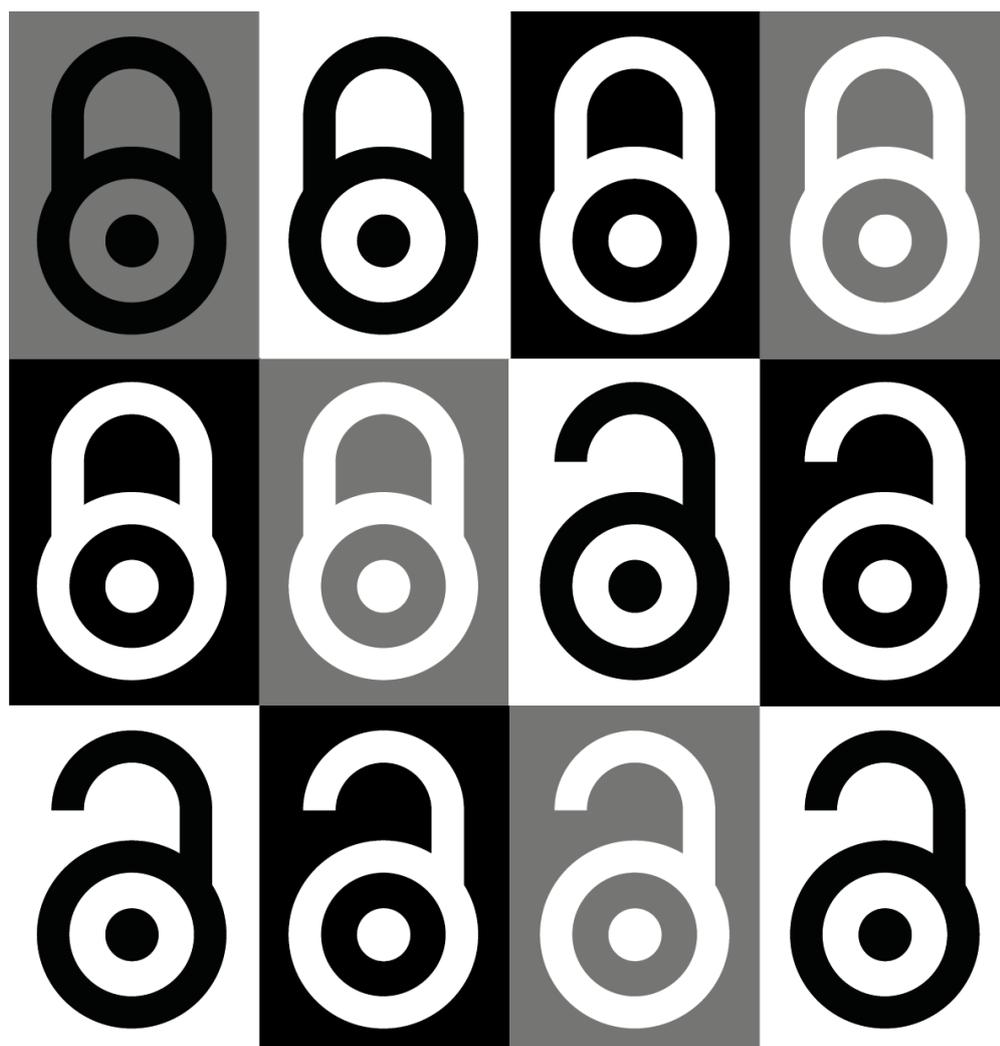


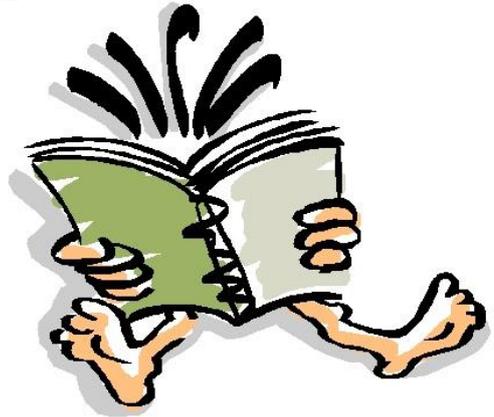
HORS-TEXTE



un peu d'Open Access



ce qu'ils ont dit



Borges m'a raconté un jour que pendant l'une des manifestations populistes organisées par le gouvernement de Perón en 1950 contre l'opposition intellectuelle, les manifestants chantaient : « Des souliers, oui, des livres, non. » La réplique, « Des souliers, oui, des livres, oui », ne convainquit personne. La réalité – la dure et nécessaire réalité – était perçue comme en conflit irrémédiable avec le monde de rêves et d'évasion représenté par les livres. Sous ce prétexte, et avec un effet croissant, la dichotomie artificielle entre la vie et la lecture est activement encouragée par ceux qui détiennent le pouvoir. Les régimes populaires exigent de nous l'oubli, et par conséquent ils traitent les livres de luxe superflu : les régimes totalitaires exigent que nous ne pensions pas, et par conséquent ils bannissent, menacent et censurent : les uns et les autres, d'une manière générale, ont besoin que nous devenions stupides et que nous acceptions avec docilité notre dégradation, et par conséquent ils encouragent la consommation de bouillie. Dans de telles circonstances, les lecteurs ne peuvent être que subversifs.



Extrait : Alberto Manguel, *Une histoire de la lecture*, Actes Sud, 1998, pp.37-38

édito

L'ère des grands éditeurs scientifiques touche à sa fin, grâce à la pression de la nouvelle génération désireuse de faire évoluer le monde et le mode d'accès à l'information et au savoir. **Les temps changent...** et s'il y a une constante dans l'effervescence qui agite les acteurs concernés, c'est ce désir de remettre en question l'existant pour toujours chercher à obtenir plus ou offrir mieux : qu'il s'agisse de mettre à disposition librement (voire un peu en marge de la légalité...) des publications scientifiques ou de lancer une ambitieuse enquête auprès des usagers (et non-usagers) des bibliothèques de la Ville de Genève, ce que vous découvrirez dans ce numéro.

Ce souhait d'évoluer se retrouve également dans l'AGBD et le comité d'Hors-Texte, lequel fond chaque année, telle la banquise. Nous faisons appel à tous les membres de Greenpeace, la SPA, Pro Natura et toutes les autres organisations à but non-lucratif pour soutenir et prendre la relève du comité actuel du célèbre bulletin de l'association, avant le printemps et la fonte des neiges.

D'ici là, bonne lecture,

Julie Gindre, Lucile Grandjean, Jan Krause, Ariane Perruchoud

PUBLICITÉ

LOGICIEL POUR BIBLIOTHEQUES

BiblioMaker est composé de différents modules qui couvrent l'ensemble des besoins d'une bibliothèque ou d'un centre de documentation.

BiblioMaker est utilisé par plus de 300 bibliothèques en Suisse et est développé depuis 1987 par Micro Consulting SA.

Kit d'évaluation gratuit !

Biblio Maker

Versions :	dès
Light	Fr. 290.-
Standard	Fr. 2'400.-
PRO	Fr. 5'800.-

 **0800 822 228**

www.bibliomaker.ch
info@bibliomaker.ch

billet du président

Christophe Riodel
Président de l'AGBD

Tous ensemble !

Sous impulsion de l'AAID, le 23 avril 2016, s'était tenu à Lausanne une table ronde réunissant des représentants des associations professionnelles romandes, de la CLP et de BIS. Il était alors question de faire le point sur le monde associatif professionnel ID romand. La difficulté de trouver des membres disposés à s'engager activement au sein d'un comité, le manque de moyens, de temps ou encore la disparité des statuts entre associations avaient été soulevés. Le fédéralisme impose des structures cantonales qui doivent répondre au contexte et caractéristiques de chaque canton. Néanmoins, la confusion que peut provoquer l'existence de deux associations (BIS et CLP) au niveau national avait bien été soulignée. Cela tant pour des questions de visibilité, d'économie que d'audibilité auprès des dirigeants politiques. L'idée d'une seule et unique faitière avait été émise.

C'est donc avec beaucoup d'enthousiasme que nous voyons le projet Bibliosuisse prendre forme. Une association professionnelle au service de l'ensemble des bibliothèques et acteurs de la branche ID pour l'entier du pays, qui pourrait se constituer dès l'été 2018, à condition que les membres de la BIS et de la CLP y soient majoritairement favorables. Les discussions en cours laissent entendre la création de deux modèles (organisation partielle et association adhérentes) concernant les sections. Il est à espérer que cette nouvelle association proposant la création de sections puisse permettre l'éclosion d'un nombre plus important de groupes de lobbying dans les cantons. L'intervention récente de l'AGBD concernant une annonce pour un poste de bibliothécaire dans un collège du Val-de-Travers confirme le besoin de voir davantage les professionnels ID œuvrer pour la reconnaissance de leurs diplômes.

Se regrouper et partager des projets communs sont aussi à l'ordre du jour au niveau mondial. L'IFLA, dont l'AGBD est membre, a lancé plusieurs actions qui ont pour objectifs de s'inscrire dans une démarche de développement durable. Une carte mondiale des bibliothèques, le partage des statistiques de tous les centres de documentation ou encore le programme Biblio2030 vont dans le sens du regroupement et mise en commun des atouts. Que cela soit à Neuchâtel, Worclaw ou à Genève, nous avons besoin de professionnels prêts à s'investir pour la promotion de leur métier. La prochaine assemblée générale de l'AGBD est, à ce jour, fixée au 3 mars 2018. Le comité doit se renouveler et nous avons besoin de vous ! Comptabilité, gestion du site web, gestion des membres, organisation d'animations ou encore relation avec les associations professionnelles ID sont au programme. N'hésitez pas nous contacter via notre site web <https://www.agbd.ch> ou page Facebook <https://fr-fr.facebook.com/agbd.ge/>, venir discuter avec les membres du comité lors d'un Afterwork ou Midi AGBD et finalement intégrer l'équipe !

#WLIC2017 : à bras ouverts

Guillaume Pasquier
Bibliothèque de l'IHEID

Le congrès annuel de l'IFLA est l'occasion de découvrir de nouvelles questions, de nouveaux points de vue, et surtout de réaliser qu'on fait un métier formidable. L'ouverture et le partage sont à la racine de notre activité. Le dire, c'est bien, mais le vivre, c'est mieux. Pendant une semaine, des bibliothécaires comme vous et moi ont l'occasion d'apprendre, d'échanger, de s'amuser même dans un contexte exceptionnel.

J'ose dire et croire qu'aucune autre profession n'est aussi universellement appréciée que la nôtre, et il est bon que nous prenions le temps, ensemble, de le réaliser – pas pour nous en vanter, mais pour y trouver la force de devenir meilleures [1] encore et de soutenir nos usagers dans leurs projets et leurs découvertes.

Les profils des participantes? Quelques dirigeantes de bibliothèques, des cheffes de services, mais aussi beaucoup – BEAUCOUP – de simples bibliothécaires comme vous et moi, voire d'étudiantes en information documentaire un peu curieuses. Le congrès WLIC a su rester "grass-roots" malgré sa dimension (plus de 3000 personnes venues de tous – vraiment tous – les continents).

Cette année, c'est Wrocław (Breslau pour ceux qui vivaient avant 1945) qui nous accueillait. Capitale de la Basse-Silésie, cette cité a changé de main de nombreuses fois au cours des siècles, et a été capitale européenne de la culture en 2016. Moins célèbre que Varsovie ou Cracovie, elle vaut pourtant le détour.

La Pologne, pays hôte, a une histoire chargée : dictature, communisme, dominations étrangères et partitions diverses ont donné aux congressistes de quoi réfléchir sur l'époque actuelle, notamment après un discours d'introduction mémorable. (Butterwick-Pawlikowski, 2017)

Mais pourquoi s'y rendre ? Parce que c'est l'occasion unique de sortir de notre bulle genevoise, helvétique, francophone et européenne. S'ouvrir sur l'autre, même en tant qu'introverties – ce que je suis, comme vous peut-être, et nombre de nos collègues.

Même en se restreignant au monde francophone (toutes ne sont pas assez à l'aise dans la langue de Mary Shelley pour nouer facilement des contacts plus exotiques), le caucus est l'occasion de rencontrer entre autres des bibliothécaires boursières du CFIBD de France, d'Afrique et d'au-delà. Les professionnelles sénégalaises,

[1] Le masculin neutre étant patriarcal et l'écriture inclusive franchement moche, j'ai pris le parti d'utiliser le féminin neutre. C'est d'autant plus approprié que notre métier est majoritairement féminin.

ivoiriennes, les étudiantes de l'ENSSIB comme les vieilles routardes de l'IFLA sont toujours disponibles et heureuses de nouer de nouveaux contacts.

Un congrès à la carte

Le programme est également extrêmement varié. Je parlerai plus bas de quelques présentations liées à l'open access, thème de ce numéro, mais pas d'inquiétude si ce sujet ne vous attire pas : les 200 et quelques sessions évoquent autant les problématiques des bibliothèques de lecture publique que celles des universités ou d'institutions patrimoniales. Chacune pourra trouver quotidiennement au moins une ou deux séances propres à aiguïser son appétit [2].

J'insiste sur ce point, car la bourse offerte chaque année à un-e membre de l'AGBD est une opportunité formidable, que chacune devrait saisir. Un ancien président de l'association m'avait décrit l'événement comme devant être vécu une fois dans une vie. C'était vrai. J'ai même pu en bénéficier deux années de suite, faute d'autre candidate. C'est maintenant à vous de participer.

Êtes-vous en quête de sens ? Le congrès vous redonnera foi dans nos métiers. Besoin de motivation, ou de renouvellement ? Les exemples venus de monde entier vous donneront envie d'essayer de nouvelles choses. Simplement curieuse ? Vous serez entourée de collègues et de futures amies qui partagent cette belle qualité. Peut-être même vous investirez-vous dans l'une des multiples sections et groupes d'intérêts de l'IFLA, dans celle qui vous correspond intimement, et deviendrez-vous ensuite la nouvelle Danielle Mincio des associations internationales de bibliothécaires.

Un congrès très open

De nombreuses discussions concernaient évidemment l'open access, de près ou de loin. Au sein de l'IFLA, plusieurs sections, programmes et groupes d'intérêt organisent des conférences et panels liés au sujet. Cette année, le satellite meeting commun de deux sections était même dédié au sujet à Gdansk [3].

Pour ceux qui, comme moi, ont dû se contenter de la conférence principale, c'est du côté des sessions de la section Academic and research libraries (ARL) qu'il fallait chercher, notamment celle du mercredi : « Being open about open », co-organisée avec les comités FAIFE (Freedom of access to information and freedom of expression) et CLM (Copyright and legal matters).

[2] Pour référence, le programme complet :

<http://www.professionalabstracts.com/iflawlic2017/>

[3] « Open access : action required » : <https://www.ifla.org/node/11516>

Au-delà de sujets que vous connaissez déjà, trois communications de ce panel m'ont particulièrement intéressé, au point de tenter de vous les résumer [4].

Re-envisioning a future in scholarly communication

Le premier intervenant, Chris Hartgerink [5], n'était pas bibliothécaire mais doctorant en statistiques à l'université de Tilburg, venu en terroriste pour faire sauter le système de la communication scientifique traditionnelle.

Son premier point plaît évidemment tout de suite au public : ce qui est bon pour la science diffère de ce qui est bon pour les éditeurs. Il en retire que le format des articles scientifiques a vécu, et qu'il devrait être remplacé par un système décentralisé. La place des bibliothèques dans ce nouveau système n'est pas à priori évidente, mais ce n'était pas vraiment le sujet.

Faire de l'open access en retouchant à la marge le modèle actuel n'a pas de sens à ses yeux, et les efforts que nous faisons dans ce sens, réparations de fortune telles que la gestion des données de la recherche, favorisent encore trop le statu quo. Il faut plus de transparence et d'ouverture pendant le processus scientifique lui-même, et pas seulement à son issue.

Quelle est la raison de ce diagnostic ? La vulnérabilité à la fraude et aux erreurs d'un cycle de recherche dont un seul point peut être étudié : les résultats sous forme d'article. La communication scientifique doit être revue pour renforcer la science. Une forme de recherche ouverte et participative permettrait également de réduire les redondances, de gagner du temps, et d'améliorer la vérifiabilité du processus complet.

L'ouverture des articles ne peut pas régler un problème causé par les articles eux-mêmes. L'ouverture des données et des notes de recherche est une partie de la solution, mais quitte à rendre transparente la recherche, pourquoi ne pas aller plus loin ? Si le processus était totalement ouvert, chaque chercheuse pourrait apporter des bribes de recherche dans un système à nœuds et embranchements : l'une apportant une nouvelle expérience, l'autre une réplique, la troisième une hypothèse ou de nouvelles données.

Cela nécessite en revanche des outils spécifiques. Chris Hartgerink s'est risqué à imaginer des outils répondant à ces besoins, basés sur une technologie blockchain et une distribution décentralisée. Je ne me risquerai pas à tenter de l'expliquer ici,

[4] Les autres interventions portaient premièrement sur l'open science en Chine et le rôle des bibliothèques académiques et de recherche dans ce pays – voir <http://library.ifla.org/1608/> – et deuxièmement sur les étapes nécessaires à faire de l'open access le standard de la communication scientifique – une intervention de Vanessa Proudman (@Proud2Know sur Twitter) qui représentait SPARC <https://sparcopen.org/>.

[5] @chartgerink sur Twitter. Sa communication est disponible sur : <http://library.ifla.org/1631/>.

faute de la comprendre, mais l'exercice était au moins intellectuellement stimulant et justifie à lui seul la lecture de... l'article qui accompagnait cette intervention.

The Mining "Revolution"; Are Libraries Supporting Researchers or Publishers?

Peter Murray-Rust [6], chercheur de l'université de Cambridge, était présent au congrès pour parler de text and data mining (TDM), notamment concernant son outil/projet ContentMine [7], mais il s'est également longuement exprimé sur le complexe ~~militaro-industriel~~ pardon, éditorial-académique.

La complicité des institutions (bibliothèques et universités) avec les éditeurs est selon lui un problème notable. On se rappelle bien sûr d'Aaron Swartz, poussé au suicide par un procès suite au téléchargement massif d'articles scientifiques via le réseau du MIT. Plus près de chez nous, et de manière moins dramatique, sauf pour la science, on doit constater que les universités ont également tendance à se plier aux exigences des fournisseurs plutôt qu'à faire valoir les droits de leurs chercheurs.

Les éditeurs proposant des ressources électroniques se réservent habituellement le droit de couper l'accès à leurs ressources « en cas d'usage excessif ». La crainte de retrouver les articles ainsi téléchargés sur Sci-Hub ou une autre bibliothèque pirate explique bien sûr cette position. En revanche, elle devient problématique quand le moissonnage est issu d'un projet de recherche légitime : l'exemple de Chris Hartgerink, qui s'était vu bloqué alors qu'il menait une étude statistique [8], est parlant.

Plutôt que de faire valoir auprès de l'éditeur l'aspect légitime de cette utilisation, la bibliothèque a pris le rôle d'agente de ce dernier pour demander l'arrêt des téléchargements. Est-ce notre rôle ? Voyant toutes les innovations de l'ensemble de la chaîne de production du savoir achetées les unes après les autres par Elsevier [9], Murray-Rust s'inquiète notamment de voir les bibliothécaires devenir leurs employées si nous ne luttons pas.

On notera, pour défendre Elsevier, que l'entreprise propose depuis quelques années des possibilités d'accès sur demande à une API permettant le text and data mining

[6] @petermurrayrust sur Twitter – les quelques diapositives affichées lors de la présentation sont disponibles sur :

<https://www.slideshare.net/petermurrayrust/the-mining-revolution-are-libraries-supporting-researchers-or-publishers>

[7] <http://contentmine.org>

[8] <http://onsnetwork.org/chartgerink/2015/11/16/elsevier-stopped-me-doing-my-research/>

[9] Quelques semaines avant le congrès, Elsevier annonçait l'acquisition de Bepress (dépôt de pre-prints et outil de soumission d'articles), après ceux de Hivebench (lab notebook), Mendeley (gestion bibliographique), Pure (gestion de la recherche) et SSRN, entre autres.

[10]. Ce n'est toutefois pas par altruisme. Les lois sont en cours d'adaptation pour autoriser explicitement le TDM. Au Royaume-Uni, c'est déjà le cas, et on peut espérer que la Suisse suive cette voie avec la révision du droit d'auteur.

Altruism as the founding pillar for open monograph publishing in the global south

Reggie Raju, des bibliothèques de l'université de Cape Town, venait quant à lui nous présenter une initiative originale : celle d'une bibliothèque académique devenue éditrice open access [11].

L'open access est particulièrement nécessaire dans les pays en développement, pour des questions à la fois financières et de disponibilité. Mais ce qu'on entend par OA dans les pays riches ne répond pas à tous leurs besoins. Le coût des manuels par exemple est extrêmement élevé pour les étudiantes, et une alternative doit être trouvée. C'est ce qui a motivé le projet présenté ici.

D'abord, le levier. En Afrique du Sud comme ailleurs, les chercheuses ont un ego important, et l'encouragement de l'open access passe par là : c'est en alimentant leur soif de visibilité que les bibliothécaires peuvent les motiver à offrir leur expertise gratuitement, grâce à l'appel des citations et des statistiques de téléchargement. Celles-ci sont toujours les seuls marqueurs de légitimité dans le monde académique.

Pour répondre aux besoins des étudiantes et pour rendre visible le travail des spécialistes, l'UCT a lancé la rédaction et publication de manuels en open access [12]. Des outils libres comme Open Monograph Press (OMP)[13] permettent de publier en « diamond open access » des monographies numériques lisibles notamment sur smartphone – le seul matériel électronique à la disposition de toutes les étudiantes. Les contours du service ont été largement définis par les limitations de l'infrastructure locale : faible accès à l'électricité et transfert de données très coûteux.

Les monographies produites sont disponibles en PDF, ePub et HTML. Elles contiennent des liens vers des contenus multimédia, comme par exemple une vidéo chirurgicale dans un ouvrage de médecine. Bien sûr, les bibliothécaires ont dû développer de nouvelles compétences, mais la fin justifiait les efforts consentis. Parmi les résultats annexes, on peut souligner que ce projet participe à la décolonisation des supports de formation : les contenus locaux répondent aux besoins africains, qui intéressent peu les éditeurs internationaux. C'est aussi une question de pragmatisme : mieux vaut un outil moins léché, mais qui répond mieux aux besoins.

[10] <https://www.elsevier.com/about/our-business/policies/text-and-data-mining>

[11] La communication accompagnant cette intervention est disponible sur : <http://library.ifla.org/1703/>

[12] <http://openbooks.uct.ac.za/>

[13] <https://pkp.sfu.ca/omp/>

Voir plus loin

L'ouverture de la science et des données répondent à des besoins et des problèmes réels, mais l'open access est une problématique plus large encore. Les bibliothécaires doivent savoir sortir de leurs rôles traditionnels pour devenir enquêtrices, techniciennes, voire éditrices. Développer de nouvelles compétences et activités nous permet à terme de renforcer nos usagers, qui doivent être au cœur de nos préoccupations.

Ces questions dépassent d'ailleurs le monde académique : l'édition littéraire est également malade, avec une immense majorité d'auteurs que le métier ne peut pas nourrir. Certaines d'entre elles ont fini par adopter l'auto-édition gratuite avec des formes de rémunération par mécénat distribué : Tipeee, Patreon, Paypal. Est-ce que les bibliothèques de lecture publique peuvent participer à cette réinvention ? Comment ? Je n'en sais rien, mais je sais pertinemment que ce projet, s'il existe un jour, sera présenté à la conférence de l'IFLA avant d'essayer à travers le monde.

PUBLICITÉ

LE GESTIONNAIRE DE VOTRE INFORMATION

www.securarchiv.ch

The advertisement features a central image of a Secur'Archiv scanner. The scanner is a large, industrial-grade device with a blue and black frame and a white scanning bed. It is positioned on a metal stand with four legs. The background of the advertisement is a dense grid of small, light-colored numbers, creating a textured effect. The text is primarily in black, with the company name 'Secur'Archiv' in a bold, orange font. The website address is also in orange. The overall design is clean and professional.

Leader sur le marché de la dématérialisation de documents en Suisse depuis 25 ans, **Secur'Archiv** numérise vos livres, registres, documents anciens et fragiles afin d'assurer leur pérennité. Un système de caméras à faible charge thermique et lumineuse dépourvue d'UV se charge du travail tout en préservant vos documents les plus précieux.



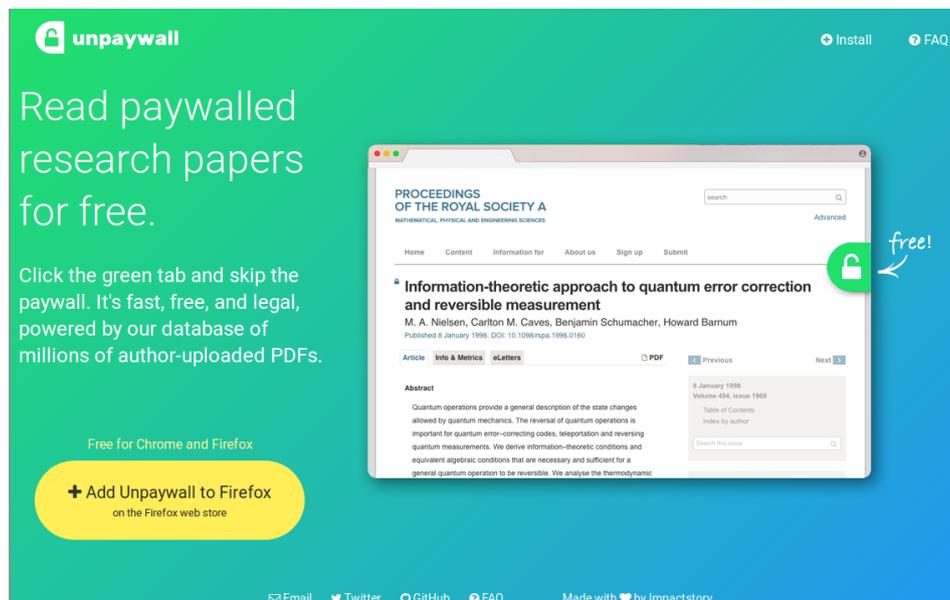
Secur'Archiv
GENÈVE - LAUSANNE
BERN - BÂLE - ZÜRICH
TEL: 022 827 80 85

open access, Sci-Hub et les péages

Jan Krause

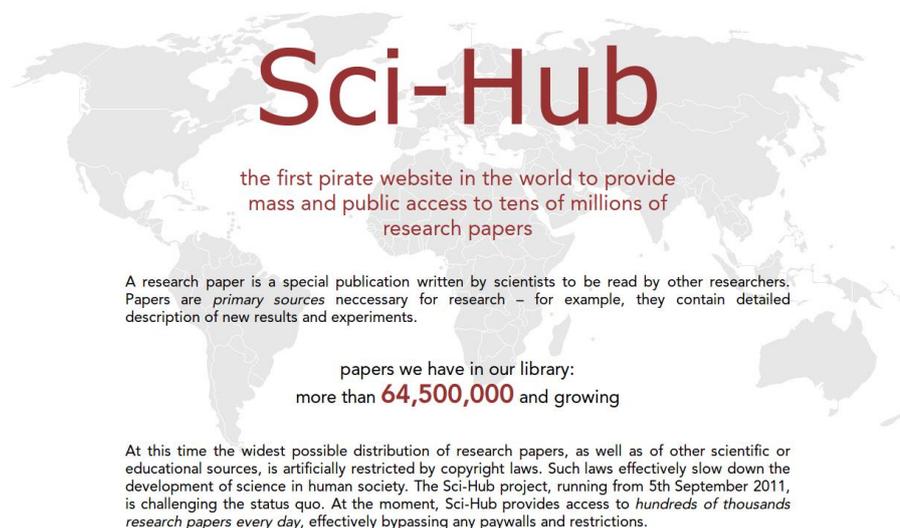
Ce n'est pas nouveau, les factures des éditeurs scientifiques ne cessent d'augmenter. En réaction, les bibliothèques réduisent la couverture de leurs abonnements, de ce fait les éditeurs augmentent encore leurs prix, et ainsi de suite : ce modèle économique est clairement instable. En parallèle, les scientifiques et ingénieurs frustrés par l'impossibilité ou la difficulté d'accès aux articles s'organisent et trouvent des contournements aux péages (paywalls). Ce qui ne fait qu'empirer ce cercle vicieux économique. Pour y voir plus clair, penchons-nous sur ces moyens de contournement.

Pour commencer, il y a les solutions légales, basées sur la voie verte de l'open access, soit la publication de preprints et autres postprints. Cependant, ces derniers, lorsqu'ils existent, ne sont pas toujours faciles à trouver étant donné qu'ils sont disséminés sur de nombreuses plateformes (archives institutionnelles ou disciplinaires telles qu'arxiv.org et biorxiv.org). Et ils ne sont bien évidemment jamais référencés sur les sites des éditeurs. Afin d'outrepasser ces difficultés, **Impactstory**, une association à but non lucratif, a créé **unpaywall**, un module pour Firefox et Chrome, signalant les preprints directement sur les sites des éditeurs et permettant d'y accéder en un clic.

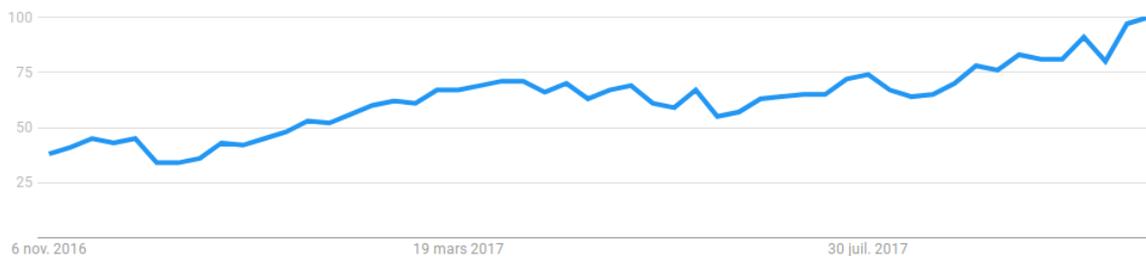


Capture d'écran de <http://unpyawall.org>, le 3 novembre 2017.

Sur le site de l'outil [14], on peut lire que celui-ci donne accès à 50-85 % des articles. Malheureusement, après discussion informelle avec plusieurs chercheurs dans le domaine STEM ainsi que des tests personnels, cet outil ne s'est révélé que peu satisfaisant : en pratique, une proportion importante des accès aux articles testés n'a pas abouti. Espérons que la couverture de cet outil va s'améliorer.



Capture d'écran, le 3 novembre 2017.



Capture d'écran de l'évolution de l'intérêt pour la requête « scihub » sur Google Trends au cours de la dernière année:

<https://trends.google.com/trends/explore?q=scihub>,
exécutée le 3 novembre 2017.

Du côté des contournements illégaux, par contre, des outils à plus forte couverture existent. Et deviennent de plus en plus populaires (cf. figure ci-dessus). Citons notamment Sci-Hub et LibGen. Sci-Hub met à disposition plus de 64 millions d'articles piratés. L'outil est très simple d'utilisation. Il suffit d'y coller un identifiant standard (DOI, PMID ou URL d'un article sur la plateforme d'un éditeur) et le tour

[14] <http://unpaywall.org/faq> consulté le 5 novembre 2017.

est joué. Il existe même de [bookmarklets](#) offrant un accès direct en un clic à la manière d'unpaywall.

Suite à un procès effectué par Elsevier, Sci-Hub s'est vu imposer de fermer son domaine Web en 2015 [15]. Une action qu'Alexandra Elbakyan, créatrice de Sci-Hub, qualifie de requête « ridicule », assurant que « Sci-Hub ne va pas s'arrêter de fonctionner » [16]. Peu après, le site réapparaît effectivement sous plusieurs autres noms de domaines [17], ainsi que sur le réseau d'anonymisation Tor [18], et devient encore plus populaire. Le 15 juin 2017, Sci-Hub est à nouveau condamné par la justice américaine, cette fois à une amende de 15 millions de dollars. Un autre bon coup de publicité, et l'avenir nous dira si Sci-Hub ne passera jamais à la caisse [19]. A noter que le financement de Sci-Hub est assuré par des donations.

L'avenir de l'édition classique est donc non seulement instable, mais peut-être même compromis. En effet, même si Sci-Hub devait être stoppé par la justice, on peut anticiper qu'un service équivalent prendrait rapidement le relais, par exemple sur un réseau décentralisé et chiffré tel que [zeronet.io](#). Dans ce cas, il deviendrait quasiment impossible à bloquer.

En conclusion, bien que cet article ne soit que conjectures, l'on peut sérieusement s'inquiéter de l'avenir financier de nombreux éditeurs. Cependant, il y aurait une solution « simple » à ce problème : le passage massif au gold open access. Dans ce cas, le financement des éditeurs serait assuré à la publication, la littérature scientifique librement disponible et les contournement légaux et illégaux tomberaient naturellement avec les paywalls. Espérons que la situation évolue dans ce sens.

[15] <https://law.justia.com/cases/federal/district-courts/new-york/nysdce/1:2015cv04282/442951/53/>

[16] <https://www.actualitte.com/article/lecture-numerique/elsevier-reclame-15-millions-aux-pirates-sci-hub-et-libgen/83011>

[17] https://www.sciencesetavenir.fr/fondamental/sci-hub-le-site-de-telechargement-pirate-de-publications-scientifique-de-nouveau-disponible_23341

[18] <https://www.torproject.org/>

[19] <https://www.actualitte.com/article/lecture-numerique/elsevier-reclame-15-millions-aux-pirates-sci-hub-et-libgen/83011>

bibliothèques de la Ville de Genève : une étude à l'échelle du Département

Carole Maystre
Unité Publics et Promotion –
Département de la culture et du sport
Ville de Genève

Contexte

Le domaine des bibliothèques constitue l'un des pans majeurs de l'activité du Département de la culture et du sport (DCS) de la Ville de Genève, au même titre que le domaine des musées, celui des sports ou le Service culturel. Destinées à la population, les bibliothèques du DCS procurent une offre qui a pour but de favoriser l'accès à la culture et à l'information de toutes et tous ; elles sont à la fois des lieux d'apprentissage, de découverte, de spécialisation, d'études, d'échange, de formation, de loisirs et d'animations.

A Genève, rappelons-le, deux typologies d'institutions constituent le domaine des bibliothèques du DCS : d'une part le réseau des **bibliothèques municipales** [20], dédiées au grand public et d'autre part, les **bibliothèques scientifiques et patrimoniales** [21], destinées plus spécifiquement à un public d'experts, de scientifiques et d'étudiants universitaires. Conjointement, ces bibliothèques regroupent un ensemble de collections uniques, à la fois par leur nombre mais également par la diversité et la richesse de leurs contenus.

Dans le cadre de la nouvelle législature, le DCS s'est doté d'un plan directeur pour ses bibliothèques [22]. Cet outil de pilotage définit les grands axes stratégiques et

[20] Le réseau des **bibliothèques municipales** est composé de la Bibliothèque de la Cité – bibliothèque centrale – et des bibliothèques de quartier (Bibliothèque des Eaux-Vives, Bibliothèque de la Jonction, Bibliothèque des Minoteries, Bibliothèque des Pâquis, Bibliothèque de Saint-Jean, Bibliothèque de la Servette), ainsi qu'un service de bibliobus et la Mobithèque.

[21] Le réseau des **bibliothèques scientifiques et patrimoniales** est composé de la Bibliothèque d'art et d'archéologie (BAA) des Musées d'art et d'histoire, la Bibliothèque du Musée Ariana (section de la BAA), la Bibliothèque des Conservatoire et Jardin botaniques, la Bibliothèque du Musée d'ethnographie de Genève, les Bibliothèques du Muséum d'histoire naturelle et du Musée d'histoire des sciences, et enfin la Bibliothèque de Genève (BGE), comprenant 4 sites : Les Bastions, le Centre d'iconographie, le Musée Voltaire, La Musicale

[22] **Plan directeur 2016-2020 des bibliothèques du Département de la culture et du sport de la Ville de Genève**. Initié par la Commission des bibliothèques de la

projets majeurs relatifs qui doivent réunir les bibliothèques dans les années à venir, à l'horizon 2020. Traversant un moment charnière et s'interrogeant quant à leur identité, les bibliothèques se sont fixées, dans ce cadre, un premier axe stratégique, celui de « se rapprocher des publics », au moyen notamment de l'extension et du développement des études sur les publics.

C'est donc en toute logique, en tant qu'action concrète de ce plan directeur, qu'a été lancée en 2016 l'étude « **Usages des bibliothèques du DCS – enquête auprès des usagers actifs et des non-usagers** » dont nous présentons ci-après une synthèse.

S'inscrivant et évoluant dans une société en constante mutation, les bibliothèques du DCS ont souhaité se donner les moyens d'évaluer l'adéquation entre l'offre et les attentes de la population en matière d'usages de leurs institutions, en identifiant également les freins et obstacles éventuels à la fréquentation de leurs services. Aussi, faut-il repenser les espaces, augmenter l'accessibilité au sens large par d'éventuels nouveaux services ou prestations, adapter les horaires ou encore offrir d'autres collections répondant à la diversité des attentes et des personnes ? Autant de questions qui se posent dans la perspective d'accueillir de nouveaux publics, sans oublier de fidéliser ceux déjà acquis.

Une étude, trois volets [23]

Si des études spécifiques autour des publics ont déjà été conduites auparavant dans certaines bibliothèques municipales ou à La Musicale, à ce jour aucune démarche d'envergure et transversale n'a été menée à l'échelle du DCS.

Cette étude s'est ici intéressée aux usagers actifs qui constituent une part importante du public actuel, mais également, point qui mérite d'être souligné, aux non-publics de ces institutions. Précisons encore que la population de référence de l'enquête est commune aux deux typologies de bibliothèques, considérant les personnes âgées de 18 ans et plus et résidant dans le canton de Genève.

Etape initiale importante du dispositif d'enquête, un état des lieux a été dressé pour chacune des bibliothèques du DCS. Cette phase avait pour but de recenser des informations exhaustives sur le contenu de l'offre afin de pouvoir contextualiser par la suite de l'analyse des données récoltées auprès des usagers. Les bibliothécaires responsables se sont prêtés au jeu de remplir un questionnaire conséquent mais néanmoins indispensable. Les questions concernaient, entre autres, le nombre d'usagers inscrits, le nombre de prêts, les horaires d'ouverture, les espaces et postes de travail disponibles ou encore l'étendue des prestations proposées au public.

Ville et validé par les directions du DCS et des institutions, le document est disponible en ligne :

<http://www.ville-geneve.ch/administration-municipale/departement-culture-sport/grands-projets/politique-culturelle-sportive/plan-directeur-bibliotheques>

[23] L'enquête a été réalisée par l'Institut Link, en collaboration avec l'Unité Publics et Promotion du DCS

La seconde étape du processus a consisté à mener une enquête au moyen d'un questionnaire auprès des **usagers** dit « actifs » des bibliothèques du DCS. Par « usager actif » on entend toute personne ayant emprunté au moins un document au cours des 12 derniers mois – mentionné dans ce texte par « usager ». Ce questionnaire était articulé autour de trois axes principaux : le premier axe portait sur les usages et pratiques des répondants telles que les modalités de la visite, les motifs de la visite, les services utilisés, etc., le deuxième axe sur la connaissance des prestations offertes ainsi que la notoriété du réseau des bibliothèques. Un troisième axe traitait de la satisfaction quant aux prestations et services tels que les infrastructures (locaux, accès, horaires,...), l'accueil, l'accès à l'information, l'offre, la médiation, etc. Des questions sur le profil socio-démographique des usagers ont été posées afin d'enrichir l'analyse des résultats.

Le troisième volet de l'enquête s'intéressait aux **non-usagers** des bibliothèques. Afin de mieux comprendre pourquoi certaines personnes ne fréquentent pas ces lieux, l'enquête a voulu savoir dans quelle mesure ce non-public connaissait le réseau des bibliothèques de la Ville ainsi que l'étendue des prestations offertes ; elle a aussi cherché à mettre en évidence les freins éventuels à la fréquentation de ces institutions.

Methodologie

Ce ne sont pas moins de 3000 personnes qui ont pris part à cette étude entre les mois de septembre et octobre 2016 (3168 enquêtes réalisées), soit plus de 2400 répondant-e-s « usagers » [24] et 600 personnes non-usagers [25], les objectifs en termes de taux de réponse ont été atteints.

Une méthodologie d'enquête par échantillonnage a été établie, qui garantit des données fiables et représentatives, tant pour les usagers que pour les non-usagers. L'institut de recherche mandaté pour la réalisation du projet a ainsi procédé à des échantillonnages aléatoires, d'une part sur la base des cartes de lecteurs et stratifié par bibliothèque pour les usagers, et d'autre part parmi la population du Canton de Genève pour les non-usagers.

Les répondant-e-s du volet « usagers » de l'enquête ont été interrogé-e-s au moyen d'un questionnaire online, ou pour celles et ceux qui le souhaitaient, par téléphone. Quant aux personnes sélectionnées dans l'échantillon « non-usagers », elles ont passé un questionnaire par entretien téléphonique d'une durée de 15 à 20 minutes.

[24] Usagers : stratification par bibliothèque, total = 2400 personnes, échantillon bibliothèques municipales = 1600 personnes et échantillon bibliothèques scientifiques et patrimoniales = 800 personnes

[25] Non-usagers : stratification par âge, sexe, commune (ville versus canton) = 600 personnes

Quelques premiers résultats principaux [26]

Enquête « usagers actifs »

- Les résultats confirment des usages différenciés selon la typologie des bibliothèques : globalement on fréquente les bibliothèques municipales (BM) principalement pour ses **loisirs** et les bibliothèques scientifiques et patrimoniales (BSP) [27] davantage pour des raisons **professionnelles ou de formation**, même si la Bibliothèque La Musicale ou la Bibliothèque de la Cité par exemple ont un statut « mixte ». On relève que les répondants font usage du réseau des bibliothèques du DCS, puisque 58% (BM) / 80% (BSP) fréquentent une autre bibliothèque de la Ville que celle dans laquelle ils sont inscrits. Les deux bibliothèques principales, que sont la Bibliothèque de la Cité et la Bibliothèque de Genève - site Bastions, restent des pôles d'attraction.
- Un constat important s'impose, la satisfaction globale des usagers est élevée puisque 98% (BM) / 97% (BSP) des usagers se déclarent satisfaits de leur bibliothèque – dont 52% (BM) / 51% (BSP) « très satisfaits ». Des scores de satisfaction élevés sont constatés sur toutes les dimensions mesurées dans l'enquête : l'accessibilité, les infrastructures, les prestations et services offerts par la bibliothèque.
- L'étude fournit aussi des informations détaillées sur la composition du public des usagers et sur leurs modalités de fréquentation des lieux.
- Dans les BM, les aspects qui ont trait à ce que l'on peut considérer encore à l'heure actuelle comme le métier « premier » de la bibliothèque, soit l'emprunt des livres ou des documents proposés par la bibliothèque ainsi que les conseils donnés par les bibliothécaires, arrivent en tête des scores mesurés non seulement en termes de motivations de visite, mais aussi en termes d'utilisation des prestations, de satisfaction et d'attentes liées à la bibliothèque.
- Dans les BSP, la motivation de visite la plus fortement retenue est, comme dans les BM, celle de l'emprunt de documents et d'ouvrages, elle est citée par la quasi-totalité des usagers (93%). Les deux autres motivations citées par plus de la moitié des répondants ont trait à des usages liés aux raisons d'études et de formation pour lesquelles viennent la plupart des usagers, soit au fait de pouvoir travailler seul(e) à la bibliothèque (56%) et de consulter sur place les ouvrages et documents que celle-ci met à disposition (57%). Concernant l'utilisation des

[26] [Source : Rapport d'étude – 8 juin 2017 / LINK Institut]

[27] Les BSP concernées par ce volet d'enquête Usagers sont La Bibliothèque Bastions de la BGE, La Musicale, La Bibliothèque d'art et d'archéologie, La Bibliothèque du Musée d'ethnographie de Genève. Les autres BSP ne sont pas intégrées dans ce volet, n'ayant pas à l'heure actuelle un fichier d'usagers actifs suffisamment nombreux pour être échantillonné et/ou ne proposant pas de prêts et par conséquent pas de fichier d'usagers.

prestations, après le prêt de documents qui domine (97 %), le catalogue en ligne RERO est la deuxième prestation la plus utilisée.

- La diversité et la qualité de l'offre dans les collections proposées par la bibliothèque et le renouvellement des collections sont deux aspects qui sont fortement retenus par les usagers, tant en termes d'attentes que de satisfaction. Ce sont deux aspects qui sont au centre des prestations de la bibliothèque.
- Pour certains services et prestations des bibliothèques, leur non utilisation peut résulter d'une non connaissance de la part de l'utilisateur. Cela est particulièrement marqué pour les prestations telles que les animations pour adultes, les ressources numériques ou encore la présence sur les réseaux sociaux ; ainsi concernant ces dernières, plus de 40% des non utilisateurs déclarent ne pas les connaître alors que l'état des lieux mené dans les bibliothèques indique qu'ils sont proposés ou disponibles dans toutes les institutions concernées.

Enquête « non-usagers »

- **Les non-usagers connaissent l'existence des bibliothèques en Ville de Genève**, les trois-quarts affirment en connaître au moins une proche de leur lieu de résidence, et sont à même de la (ou les) localiser sans trop de difficulté. Un peu plus des deux-tiers des personnes connaît au moins une autre bibliothèque en dehors de son quartier, la Bibliothèque de la Cité est la plus mentionnée. Le réseau des Bibliothèques ne souffre donc **pas d'un déficit de notoriété** auprès des non-usagers.
- **L'image des bibliothèques en général est bonne**, puisque 75% s'accordent à dire que les bibliothèques sont utiles à tous et non seulement à certaines catégories de population. La bibliothèque est donc un élément connu du paysage social quotidien et reconnu comme un élément utile à tous. Le rôle des bibliothèques est salué, même par ceux qui ne les fréquentent pas.
- On relève tout d'abord qu'un **rapport personnel au livre**, soit le fait de préférer l'acheter ou se le procurer soi-même, reste la première raison de non fréquentation citée **spontanément**, suivi du **manque de temps**, de la **concurrence offerte par internet** en matière d'accès à l'information et enfin du **manque d'intérêt pour la lecture**. Les raisons liées aux fonctionnements intrinsèques des bibliothèques et au caractère réglementé, encadré de l'institution ne sont pas de mise pour justifier de ne pas fréquenter les lieux.
- L'étude montre que parmi les **moteurs potentiels** qui pourraient conduire les non-usagers à venir dans les bibliothèques figurent en tout premier lieu des éléments liés à **l'accès au numérique** : la consultation du catalogue sur internet, le téléchargement de documents et de musique et l'accès au wifi. Ces conditions sont déjà remplies au sein des bibliothèques. Autres éléments incitatifs largement cités par les non-usagers, les bibliothèques devraient être des **lieux accueillants** où l'on est bien **conseillé** et dans lesquels on trouve une

grande **diversité** de livres, revues, documents. Ces aspects, qui relèvent plus de l'ordre d'une évaluation subjective, sont fortement reconnus par les usagers même des bibliothèques (cf. résultats du volet d'enquête « usagers »), on peut donc légitimement considérer que ces conditions sont remplies dans les bibliothèques du DCS.

- L'étude met encore en évidence, comme cela a déjà été relevé dans les résultats de l'enquête « usagers », qu'une grande part des **prestations ou services existants sont largement méconnues du non public** et souffrent d'un déficit de notoriété. Ainsi sur la thématique de l'offre numérique, les trois-quarts des répondants ignorent la possibilité de télécharger à distance, la mise à disposition de livres et documents électroniques et de musique en ligne ; la moitié de ce non public méconnaît la mise à disposition gratuite d'ordinateurs et d'accès au wifi.

Perspectives

Cette étude nous donne des clés pour mieux connaître et comprendre à la fois une part importante du public actuel – les usagers actifs –, mais également les non-usagers de nos institutions. Ces premiers résultats attestent d'un attachement certain aux bibliothèques, ils viennent aussi confirmer ou infirmer quelques-unes de nos croyances ou présupposés. Dès à présent, les institutions travaillent à s'approprier ces éléments afin d'élaborer la mise en œuvre de premières actions. Dans les mois à venir, les données de cette enquête nécessiteront d'être encore largement exploitées, et des analyses plus détaillées réalisées. Enfin, en vue de dresser un panorama complet des publics, de nouvelles études devront être initiées, auprès des séjournants et auprès des jeunes, cela dans les bibliothèques municipales. Puissent ces résultats, et les prochaines étapes des études à venir, offrir des pistes de développements prometteuses dans les bibliothèques, au service de leurs publics.

Le rapport complet de l'étude est disponible en ligne à l'adresse suivante :
www.ville-geneve.ch/connaissance-publics

l'AGBD soutient des réunions internationales de bibliothécaires à Genève

Pierre Boillat
Conservatoire et Jardin botaniques
de la Ville de Genève

Les Conservatoire et Jardin botaniques de la Ville de Genève (CJBG) fêtent cette année leur bicentenaire. L'un des points d'orgue des festivités a été la tenue d'un congrès international sur les jardins [28]. La Bibliothèque des CJBG a saisi l'occasion pour organiser deux réunions de bibliothécaires : la 24^e réunion annuelle de l'Association européenne des bibliothèques botaniques et horticoles (European Botanical and Horticultural Libraries Group pour son nom en anglais et EBHL pour son sigle) et la 21^e réunion de travail des partenaires du projet Linnaeus Link (Linnaeus Link Project en anglais). Ces deux réunions ont rassemblé des bibliothécaires et des scientifiques européens et étasuniens du 28 juin au 1^{er} juillet 2017. L'occasion était trop belle d'organiser un moment de détente ouvert aux bibliothécaires genevois. C'est ici qu'entre brillamment en scène l'AGBD.

Revenons brièvement sur le contexte. L'EBHL est une association professionnelle [29] regroupant des institutions et des membres particuliers des domaines botanique et horticole de toute l'Europe (au sens géographique). Fondée en 1995, elle compte environ quatre-vingts membres. Elle tient une réunion annuelle composée de communications ex cathedra et de visites d'institutions documentaires et/ou en lien avec les plantes. L'EBHL n'avait jamais organisé sa réunion annuelle à Genève.

Le Linnaeus Link Project regroupe autour de la Linnean Society of London, détentrice de la très grande majorité des collections du grand naturaliste suédois Carl von Linné (1707-1778), dix-neuf institutions culturelles (bibliothèques, musées ou sociétés savantes) d'Europe et d'Amérique du Nord. Le Linnaeus Link Project, c'est un catalogue collectif international et en ligne [30] des œuvres imprimées de et sur Linné. Les partenaires se réunissent une fois l'an chez l'un ou l'autre des membres.

La réunion EBHL présente toutes les caractéristiques d'un congrès professionnel même si tout se déroule à une échelle réduite : journée(s) de conférences en auditoire, visite de l'institution hôte, visites de lieux emblématiques en lien avec la

[28] 6^e Congrès mondial des jardins botaniques, du 26 au 30 juin 2017 au Centre international de congrès Genève.

[29] Que j'avais déjà présentée il y a quelques années dans le Hors-texte n° 82(2007), pp. 18-20.

[30] Lien : <http://www.linnaeuslink.org/> (Page consultée le 29.10.2017).

documentation et les sciences des plantes... et événements plus récréatifs tels que repas ou apéritifs. J'ai voulu saisir deux belles occasions pour mettre sur pied le 28 juin une petite soirée festive ouverte aux collègues genevois. D'une part, les tenues de ces deux réunions, vous l'avez compris, a fait converger vers Genève des collègues étrangers qui, pour la plupart, n'y étaient jamais venus. D'autre part, l'AGBD, dont les finances sont au beau fixe, a ouvert les cordons de sa bourse pour des projets locaux intéressant ses membres. Le comité de l'AGBD a tout de suite encouragé l'idée de cet apéritif et a accepté d'y allouer 500 francs. Un heureux concours de circonstances – il en est souvent ainsi – a voulu que ce printemps soit inaugurée une grainothèque [31] à la Bibliothèque de Saint-Jean, à Genève. Ce nouveau service, géré par l'association Les Jardins des Délices, a fourni le terreau dans lequel s'est enracinée cette soirée. C'est donc un beau bouquet de partenaires – l'association Les Jardins des Délices, les Bibliothèques municipales de la Ville de Genève, les CJBG, l'EBHL et Linnaeus Link Project – qui a permis la réalisation de cette sympathique soirée à laquelle a participé une trentaine de personnes. L'AGBD y a tenu l'un des rôles principaux par, d'une part, l'annonce de l'événement auprès de ses membres et, d'autre part, le financement de la moitié des coûts. Je relève avec malice que le buffet végétarien a mis les graines à toutes les sauces !

La soirée s'est passée dans une ambiance très sympathique et j'ai eu le grand plaisir de noter que les échanges entre les participants EBHL et Linnaeus Link et les bibliothécaires genevois ont été nourris. Pour les participants aux réunions, cette soirée ouvrait en douceur trois jours de réunions [32] et de visites [33] à Genève. Ce fut, je le crois, une très belle entrée en matière, tant dans le contexte bibliothéconomique genevois par la découverte de la Bibliothèque de Saint-Jean qu'humain par la rencontre de personnes venant d'horizons différents. Aussi je me plais à encourager les



Participants à la 21e réunion de travail
des partenaires du projet Linnaeus Link

[31] Une bibliothèque de graines. En plus de l'« emprunt » gratuit de graines, il y a la possibilité de donner celles issues de ses plantations. Plus d'info : <https://lesjardinsdesdelices.com/grainotheque/> (Page consultée le 29.10.2017).

[32] Dix conférences étaient au menu de la réunion EBHL dont six sont disponibles à l'adresse : <https://www.ville-ge.ch/cjb/EBHL2017.php> (Page consultée le 29.10.2017).

[33] La Fondation Martin Bodmer à Cologny et le Palais des Nations (les bâtiments, sa bibliothèque, ses archives et son parc).

organisateurs de prochains événements de ce type à prévoir dans leur programme un moment d'échange avec les « autochtones » !

Je terminerai par les remerciements. Ils sont sincères et je les adresse avec reconnaissance à Christophe Riondel, président de l'AGBD, et aux membres du comité de l'AGBD qui ont tout de suite cru en cette idée. Je remercie aussi les membres de l'AGBD qui, en étant fidèles à leur association, permettent de telles actions. Je remercie encore les Bibliothèques municipales de la Ville de Genève et tout spécialement Christian Liechti, responsable de la Bibliothèque de Saint-Jean, pour leur enthousiasme et leur soutien logistique et financier. Finalement, j'adresse mes grands remerciements aux membres du comité de l'association Les Jardins des Délices – et spécialement à Caroline Dommen et Denis Schneuwly – qui, eux aussi, sont partis le cœur ouvert et avec le sourire dans ce projet.



Participants à la 24^e réunion annuelle de l'Association européenne des bibliothèques botaniques et horticoles

compétences informationnelles et travail : la 5^{ème} Conférence ECIL 2017

Jean-Philippe Accart
Directeur Bibliothèque et Archives
Ecole hôtelière de Lausanne, Lausanne, Switzerland
HES-SO // University of Applied Sciences Western Switzerland

Durant la troisième semaine de septembre, s'est tenue à Saint Malo en Bretagne la 5^{ème} Conférence européenne sur les compétences informationnelles (ECIL) [34]. Après Istanbul, Dubrovnik, Tallinn et Prague, c'est donc la France qui a été choisie pour une conférence qui voit se réunir 400 professionnels dont beaucoup d'Anglo-Saxons. Elle est organisée sous l'égide de l'Unesco et de l'IFLA, et sponsorisée par plusieurs universités (Zagreb, Hacettepe, et Paris-Descartes). Comme son titre l'indique, ECIL 2017 est très spécialisée sur une thématique essentielle à l'heure actuelle, les compétences informationnelles sur le lieu de travail. Joumana Boustany, chercheur et maître de conférences en sciences de l'information à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée est l'organisatrice et la maîtresse d'œuvre de la conférence.

Le programme de la conférence qui dure 5 jours est extrêmement riche et déborde largement le thème initial pour inclure quasiment tous les aspects liés aux compétences informationnelles (ou *information literacy*), thématique très étudiée et très avancée en Amérique du Nord par rapport à l'Europe. Un des thèmes prédominants est l'étude des comportements des millenials (ou digital natives) par rapport à l'accès à l'information, à leur maîtrise des outils et des supports : la bibliothèque de Sciences-Po Paris a ainsi présenté son expérience positive récente d'un *Escape Game* [35] à la bibliothèque pour mieux faire découvrir aux étudiants les enjeux de l'information. Le droit d'auteur est un autre thème important : des membres de l'association britannique CILIP ont mis en place un groupe – CILIP ILG – qui a organisé un panel international de conférenciers (provenant de Hongrie, Espagne, Brésil, Bulgarie et Arabie saoudite) en vue de débattre de cette thématique. Une majorité d'universitaires se dispute les interventions, ECIL étant donc à mes yeux une tribune plus académique que professionnelle, en contraste avec d'autres associations telles LIBER ou l'IFLA. D'où la question largement débattue dans ce public tout au long de différentes communications de savoir si *l'Information Literacy* est une discipline universitaire ou non. En tous les cas, ce champ de recherche apparaît comme très dynamique et très porteur à l'heure des

[34] <http://ecil2017.ilconf.org/>

[35] Ou en français « évadez-vous de la pièce » : c'est un type de jeu (à l'origine en vidéo) dont le principe consiste pour le joueur à parvenir à s'échapper d'une pièce dans laquelle il est enfermé. (définition Wikipédia)

réseaux, pour preuve les nombreux travaux publiés dans « *The Journal of Information Literacy* » [36].

A signaler, la présence d' « orateurs invités » qui ouvrent chaque jour la conférence, à la manière des TED Talks, très prisées actuellement : Stéphane Goldstein, à la tête de *InformAll*, [37] a parlé brillamment des pratiques, compétences et besoins de formation des chercheurs universitaires au Royaume-Uni ; Bonnie Cheuk qui travaille pour des groupes internationaux a posé la question de savoir « Qui se soucie des compétences informationnelles au travail ? » ; Andrew Whitworth de l'université de Manchester a également parlé du travail, et je suis moi-même intervenu sur la question des compétences informationnelles et de l'employabilité, à partir de deux études de cas (Université de Genève et Ecole hôtelière de Lausanne).

Il a aussi été beaucoup question de l'évaluation et la qualité de l'information, du rôle du bibliothécaire dans ce processus complexe et l'aide que celui-ci peut apporter à son public (qu'il soit étudiant ou autre) pour éviter fraude, plagiat et prendre garde aux fausses informations. Les relations entre les individus et le monde numérique sont de plus en plus complexes et beaucoup ne reconnaissent pas leurs propres difficultés.

Les différents ateliers organisés en parallèle des sessions ont fourni de nombreux exemples intéressants de travaux en cours, dans les bibliothèques publiques et académiques, ainsi que des aspects plus commerciaux : comment « mettre en scène » les compétences informationnelles au travers d'événements et de programmes spéciaux ? ; l'enseignement de l'évaluation en utilisant la pédagogie critique ; la diversité et l'inclusion dans une salle de classe...

Les actes de la conférence ECIL 2017 seront publiés en 2018 par l'éditeur Springer.

[36] <https://ojs.lboro.ac.uk/JIL/index>

[37] <https://www.informall.org.uk/>



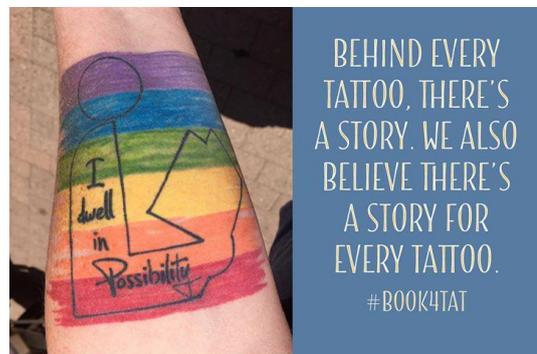
ENTRE DEUX VAGUES ENTRE DEUX VAGUES DEUX VAGUES



... il y a encore un peu d'écho !

NO COMMENT

La Denver Public Library, bibliothèque publique de Denver, dans l'état du Colorado aux États-Unis, a voulu proposer un service insolite et inédit à ses usagers : leur conseiller des livres d'après leurs tatouages. Sur la page Facebook de la bibliothèque, les lecteurs étaient invités à poster des photos de leurs ornements épidermiques, pour recevoir en échange quelques recommandations...



En bibliothèque, des conseils de lecture basés sur vos tatouages (20.07.2017)
<https://www.actualitte.com/article/monde-edition/en-bibliotheque-des-conseils-de-lecture-bases-sur-vos-tatouages/83968>

SUBWAY LIBRARY

A New York, l'application « Subway Library » encourage les passagers des métros à « parcourir et télécharger des livres, des histoires courtes, des chapitres et des extraits qui peuvent être lus rapidement et facilement ». Pendant 6 semaines, les passagers peuvent accéder à différents ouvrages, en se connectant au Transit Wireless, un réseau Wi-Fi disponible pour les voyageurs. On a même refait la déco des rames.

“Subway Library” : quand le métro de New-York invite ses voyageurs à l'évasion (14.06.2017)

<http://lumieresdelaville.net/subway-library-quand-le-metro-de-new-york-invite-ses-voyageurs-a-levasion/>



C'EST QUOI, UN MEME ?

Un meme, c'est quand on détourne la signification d'une image très connue (d'un film ou d'une publicité, par exemple) pour être drôle...

Et oui, les bibliothécaires y arrivent aussi, et c'est ici :

<https://www.facebook.com/memeyourlibrary/>

Ce groupe Facebook de memes de bibliothécaires est beaucoup trop drôle

<https://www.actualitte.com/article/zone-51/ce-groupe-facebook-de-memes-de-bibliothecaires-est-beaucoup-trop-drole/84310> (11.08.2017)



INSOLITE

En Indonésie, cette audacieuse réalisation architecturale a décroché un prix international. Avec un budget de 40.000 euros, cette bibliothèque de 160 m² a pu être réalisée en recyclant 2000 bacs à glace.



Une micro-bibliothèque construite avec des pots de glace (25.08.2017)

http://immobilier.lefigaro.fr/article/une-micro-bibliotheque-construite-avec-des-pots-de-glace_c498aa7c-899a-11e7-8433-9e5dd088e998/

Hors-Texte

est le bulletin de l'Association genevoise des bibliothécaires et professionnels diplômés en information documentaire (AGBD). Il est envoyé gratuitement trois fois l'an à tous les membres de l'AGBD. Les personnes non membres ou les organismes peuvent s'y abonner au prix de Fr. 35.- l'an (ccp 12-20457-3)

Adresse du site internet de l'AGBD : <http://www.agbd.ch>

Le comité de rédaction est composé de Julie Gindre, Lucile Grandjean, Jan Krause et Ariane Perruchoud

Adresse

Rédaction de HORS-TEXTE / A.G.B.D.

Case postale 3494

CH - 1211 Genève 3

e-mail : hors-texte@agbd.ch

Prochain thème :

Place aux jeunes !

(jeunes lecteurs, jeunes professionnels,
nouveaux concepts et nouvelles pratiques...)



**Délai de réception
des articles :
31 mars 2018**

SOMMAIRE

Ce qu'ils ont dit	2
Editorial	3
Billet du président	4
#WLIC2017 : à bras ouverts	5
Open access, Sci-Hub et les péages.....	11
Bibliothèques de la Ville de Genève : une étude à l'échelle du Département	14
L'AGBD soutient des réunions internationales de bibliothécaires à Genève.....	20
Compétences informationnelles et travail : la 5ème Conférence ECIL 2017	23
Entre deux vagues	25

